



*Les Rayons de la Transparence !*

**SECRETARIAT TECHNIQUE**

**PLAN D' ACTIONS ITIE—TOGO 2019**

# Table des matières

**Résumé**

**Introduction**

**Contexte**

## **1. Plan d’actions ITIE-Togo 2019**

### **1.1. Fonctionnement des organes de mise en œuvre**

- 1.1.a Suivi des mesures correctives
- 1.1.b Suivi des recommandations des rapports ITIE
- 1.1.c Elaboration des rapports ITIE 2017/2018
- 1.1.d Dissémination des rapports ITIE 2015 et 2016
- 1.1.e Formation des parties prenantes
- 1.1.f Réunions du Conseil national de supervision et du Comité de pilotage

### **1.2. Intégration de la Norme ITIE**

- 1.2.a Mécanisme de la gouvernance interne des organes de mise en œuvre
- 1.2.b Mécanisme de financement pérenne du processus ITIE
- 1.2.c Mécanisme de données ouvertes
- 1.2.d Mécanisme de la propriété réelle
- 1.2.e Vulgarisation des résultats de l’ITIE
- 1.2.f Mécanisme du commerce des matières premières

### **1.3. Evaluation des résultats et de l’impact de l’ITIE**

## **2. Budget ITIE-Togo 2019**

### **2.1. Activités financées par le gouvernement**

- 2.1.a Dépenses de fonctionnement (1ère partie)
- 2.1.b Dépenses liées aux salaires et indemnités du personnel du Secrétariat technique
- 2.1.c Dépenses liées à l’élaboration des rapports ITIE 2017 et 2018

2.1.d Dépenses liées à l'appui au Secrétariat international de l'ITIE

## **2.2. Activités financées par la Banque Mondiale**

2.2.a Dépenses de fonctionnement (2ème partie)

2.2.b Dépenses liées aux projets d'intégration de la Norme ITIE

2.2.c Dépenses liées à la vulgarisation de l'ITIE

## **2.3. Activités financées par la Banque Africaine de Développement**

2.3.a Formation des parties prenantes

2.3.b Dissémination des rapports ITIE 2015 et 2016

2.3.c Traduction des rapports en Ewé et en Kabyè

2.3.d Edition des rapports et documents ITIE

2.3.e Participation des membres du Secrétariat technique à la conférence mondiale de l'ITIE

2.3.f Interprétation des rapports en pièces théâtrales et en bandes dessinées

## **2.4. Activités financées par la commission de l'UEMOA**

## **3. Calendrier des activités**

## **4. Perspectives**

## **Conclusion**

## Résumé

L'exploitation des ressources minérales a commencé au Togo en 1961 avec les phosphates de la région maritime plus précisément à Hahotoé et à Akoumapé. De 1981 à 1990, la Direction Générale des Mines et de la Géologie a mené la campagne géologique sur toute l'étendue du territoire national qui a mis en évidence toutes les formations géologiques qui existent au Togo, de même que les indices minéralogiques et les gisements susceptibles d'être exploités.

Par ailleurs, des travaux sismiques ont été effectués en offshore sur toute la côte et l'on connaît substantiellement la configuration des opportunités pétrolières dans les eaux marines du Togo.

Dans le cadre de l'alimentation en eau potable, les travaux hydrogéologiques et hydrauliques ont permis de localiser les nappes phréatiques qui sont exploitées pour l'alimentation des ménages et pour la production de l'eau minérale. Pratiquement dans toutes les préfectures, il existe des carrières de roches ou des sablières/gravières qui sont exploitées soit artisanalement soit à petite et moyenne échelle. Que ce soit artisanalement, à petite échelle ou à grande échelle, l'exploitation des ressources extractives contribue énormément au développement socio-économique des communautés des localités de ces ressources, au budget des collectivités locales et au budget de l'Etat. Cette contribution est globalement appréciée au niveau des emplois créés, des exportations, du PIB et des revenus de l'Etat. Ces données sont publiées chaque année dans les rapports ITIE.

De 1967 à 1980, l'exploitation des phosphates a favorisé le boom économique du Togo. Par la suite, le gouvernement a développé l'exploitation du marbre et du calcaire. L'effet économique cumulé des trois ressources naturelles devient de jour en jour plus faible que celui du phosphate qu'on a connu auparavant. Par ailleurs, l'impact social dans les localités minières ne répond pas aux attentes des communautés.

En outre, le gouvernement avait des difficultés pour suivre rationnellement le circuit des revenus de l'Etat issus de l'exploitation de ces ressources. Au vu de ces manquements, le gouvernement a pris l'initiative de promouvoir la transparence dans la gestion des industries extractives. Il a alors adhéré à l'ITIE, une initiative globale qui promeut la transparence et la redevabilité dans la gouvernance responsable des industries extractives.

Par décret n° 2010-024/PR du 30 mars 2010 portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement des organes de mise en œuvre de l'ITIE au Togo, le gouvernement a créé le Conseil National de Supervision (CNS), le Comité de Pilotage (CP) et le Secrétariat Technique (ST), et a défini la structure organisationnelle du fonctionnement de l'ITIE en précisant les rôles et les attributions de chaque organe. Pour la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre, les tâches des organes sont réparties comme suit :

- Le Secrétariat Technique est chargé de la coordination de la mise en œuvre et de la gestion des activités au quotidien ;
- Le Comité de Pilotage, un groupe multipartite composé des représentants de l'Administration Publique, des Industries Extractives et de la Société Civile et présidé par le Ministre des Mines et des Energies, est chargé de contrôler la mise en œuvre de l'ITIE selon les décisions du CNS dans le strict respect des exigences de la Norme ITIE ;
- Le Conseil National de Supervision, aussi un groupe multipartite composé des membres du gouvernement et des hauts responsables des Industries Extractives et des Organisations de la Société Civile, constitue la plus haute autorité de l'ITIE chargée de

définir les orientations politiques et stratégiques de la mise en œuvre. Afin de maintenir une restitution régulière des résultats de la mise en œuvre au gouvernement, le décret a convenu de nommer le Premier Ministre comme Président du CNS.

Enfin, le 15 avril 2010, le coordonnateur national de l'ITIE Togo a été nommé par le décret n° 2010-028/PR. Il a la responsabilité de la réussite de la mise en œuvre du processus au Togo en tenant compte du contexte du secteur extractif au Togo et celui des exigences de la Norme ITIE.

Dans le cadre du fonctionnement de l'ITIE, le Togo depuis son adhésion publie régulièrement des rapports ITIE. Il en a déjà publié sept (7). Le rapport ITIE est l'outil de diagnostic de la qualité, de la fiabilité et de l'efficacité de la gouvernance du secteur extractif selon les principes de la Norme ITIE. Le décret a si bien mis l'accent sur le respect de l'élaboration et de la publication du rapport ITIE chaque année. En outre, il a convenu que les résultats des rapports ITIE soient largement vulgarisés sur toute l'étendue du territoire et que des débats publics soient organisés pour recueillir les avis du public.

L'ITIE a contribué à la mise en place des réformes dans l'administration publique tout comme dans les finances publiques. Les deux premiers rapports ITIE, ceux de 2010 et 2011, publiés en 2012 et 2013, ont élucidé les limites de l'administration des mines dans le contrôle des activités minières et des faiblesses du suivi du circuit des revenus de l'Etat tant au niveau de l'administration des mines que celui de l'administration fiscale et douanière. Au vu de ces constats, le gouvernement a pris des dispositions pour une organisation responsable de l'administration des mines et une fiabilisation de la collecte des recettes de l'Etat.

En 2012, le gouvernement a fusionné les deux grandes régies financières de l'Etat, la douane et les impôts pour en faire un seul office, l'Office Togolais des recettes (OTR).

En 2015, avec le financement de la Banque Mondiale, le gouvernement a mis en place le Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM), un outil efficace pour moderniser de façon générale le secteur extractif et de façon particulière l'administration des mines.

Afin d'appuyer la transparence dans le fonctionnement des régies financières de l'Etat et des institutions qui gèrent le secteur extractif, le gouvernement a fait voter des lois pour incarner la gouvernance responsable dans la gestion des agences gouvernementales et des recettes de l'Etat. Il s'agit :

- De la loi sur la transparence qui exige la publication des contrats entre le gouvernement et les industries extractives
- Du code pénal qui exige la publication des propriétaires effectifs des entreprises
- De la loi sur l'accès à l'information publique qui donne l'occasion à tout citoyen de demander des comptes
- De la loi sur la création de la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLUCIA) pour le suivi de la qualité de la gouvernance des agences gouvernementales et des biens de l'Etat.

Au vu de ces lois, l'Office Togolais des Recettes (OTR), le PDGM, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et bien d'autres s'efforcent d'asseoir la gestion ouverte et responsable de leurs activités et de leur système d'information. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'ITIE, toutes les agences gouvernementales impliquées dans le fonctionnement du secteur extractif, vont se mettre ensemble pour développer le système de déclaration systématique et régulière des

informations financières et contextuelles, issues du secteur extractif. Ainsi, la lutte contre l'évasion fiscale, les flux financiers illicites, la corruption et toute autre malversation sera effective.

Ce faisant, cette volonté du gouvernement de promouvoir la gouvernance ouverte et responsable dans le secteur extractif doit être orientée et guidée par un programme d'activités appelé plan d'actions.

Selon l'exigence 1.5 de la Norme ITIE, le groupe multipartite est tenu de convenir et tenir à jour un plan d'actions entièrement chiffré et compatible avec les échéances de déclaration et de la validation fixées par le Conseil d'administration de l'ITIE. Le Togo a l'habitude d'élaborer un plan d'actions triennal. En 2016, le groupe multipartite a élaboré et adopté le plan d'actions pour la période de 2017-2019. La mise en œuvre de ce plan d'actions n'était pas effective, lorsque la première validation a commencé le 1er avril 2017. Il faut souligner que même les fonds disponibles en 2017 et 2018 ne suffisaient pas pour l'exécution de toutes les activités du plan d'actions. Comme l'année 2019 est retenue pour la deuxième validation du Togo, le plan d'actions 2017-2019 est revu afin d'adapter le plan d'actions 2019 aux préoccupations de la conformité aux exigences de la Norme ITIE dans tous les aspects et également d'assurer la satisfaction de la deuxième validation.

Le plan d'actions ITIE-Togo 2019 est subdivisé en quatre (04) parties.

Le premier chapitre, intitulé « Plan d'actions ITIE-Togo 2019 » comprend trois (03) composantes que sont le fonctionnement des organes de mise en œuvre, l'intégration de la Norme ITIE et l'évaluation du processus ITIE.

- Le fonctionnement des organes de mise en œuvre concerne les activités qui garantissent la qualité, l'efficacité et la fiabilité du processus selon les principes des exigences de la Norme ITIE. Il s'agit :
  - du suivi des mesures correctives de la première validation ;
  - du suivi des recommandations des rapports ITIE, dans le cadre de l'amélioration de la mise en œuvre, mais aussi de la gouvernance du secteur extractif ;
  - de l'élaboration des rapports ITIE 2017 et 2018 qui feront constater, lors de la deuxième validation, la qualité de la mise en œuvre et le suivi des mesures correctives de la première validation ;
  - de la dissémination des rapports ITIE 2015 et 2016, dans le cadre de la vulgarisation des résultats de la mise en œuvre et des informations sur la gouvernance du secteur extractif et des recettes de l'Etat ;
  - de la formation des parties prenantes dans le cadre de l'appropriation des principes de la Norme ITIE ;
  - des réunions du Conseil national de supervision et du Comité de pilotage, pour un suivi adéquat de la mise en œuvre et une orientation stratégique et politique du processus.
- L'intégration de la Norme ITIE fait suite au fonctionnement. Une fois que l'appropriation est confirmée, il faut passer à l'étape suivante qui concerne les outils ou les principes à intégrer dans les systèmes des agences gouvernementales pour une gouvernance adéquate du secteur extractif et des recettes de l'Etat. Il s'agit :

- du mécanisme de la gouvernance interne des organes de mise en œuvre, afin de définir les règles organisationnelles des organes, des collègues et des parties prenantes ;
  - du mécanisme de financement pérenne du processus ITIE, afin de doter l'ITIE-Togo d'une institution formelle et d'un financement adéquat pour la mise en œuvre du processus ;
  - du mécanisme de données ouvertes, pour rendre automatique et systématique les déclarations des entreprises aux agences gouvernementales ;
  - du mécanisme de la propriété réelle, afin de mettre en place toutes les orientations et dispositions sur les déclarations des propriétaires effectifs des entreprises ;
  - de la vulgarisation des résultats de l'ITIE, dans le cadre de l'augmentation de la perception du public ;
  - du mécanisme du commerce des matières premières, afin de mettre en place les orientations et dispositions sur les déclarations des informations financières et contextuelles relatives au commerce des matières premières. En effet, chaque année, le rapport ITIE publie les informations des industries extractives sur le commerce des matières premières. D'abord, les déclarations n'en sont pas exhaustives. Ensuite, il est difficile d'en vérifier la fiabilité. Pour la qualité des déclarations et la fiabilité des données, l'ITIE-Togo proposera au gouvernement des dispositions à prendre pour assurer la fiabilisation des déclarations des entreprises extractives sur le commerce des matières premières, que ce soit à l'extérieur ou à l'intérieur du pays, ou même au sein de ces entreprises. Toutes les entreprises qui font partie du périmètre de déclaration sont concernées.
- La troisième composante porte sur l'évaluation des résultats et de l'impact de l'ITIE, afin d'apprécier les progrès accomplis au niveau des exigences, particulièrement dans les recommandations de la première validation du Togo. Le gouvernement a consenti beaucoup d'efforts dans les dispositions entreprises pour l'amélioration de la gouvernance du secteur extractif, la modernisation de l'administration publique dans le contexte de la gouvernance ouverte et responsable et le recouvrement des revenus de l'Etat dans la lutte contre la corruption, l'évasion fiscale et les fraudes assimilées. Des structures sont également créées pour veiller à l'efficacité des réformes.

Le deuxième chapitre concerne le budget ITIE-Togo 2019. Il est réparti en quatre (04) composantes selon les sources de financement qui sont également au nombre de quatre (04) à savoir le gouvernement, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Commission de l'UEMOA.

- Les activités financées par le gouvernement portent sur le fonctionnement, la masse salariale, l'élaboration des rapports ITIE 2017 et 2018 et l'appui au Secrétariat international de l'ITIE.
- Les activités financées par la Banque Mondiale portent sur le fonctionnement autre que celui financé par le gouvernement, sur les projets d'intégration de la Norme ITIE et sur la vulgarisation de l'ITIE
- Les activités financées par la Banque Africaine de Développement portent sur la formation des parties prenantes, la dissémination des rapports ITIE 2015 et 2016, la traduction des rapports ITIE en Ewé et en Kabyè, l'édition des rapports et documents

ITIE, la participation des membres du Secrétariat technique à la conférence mondiale de l'ITIE et l'interprétation des rapports en pièces théâtrales et en bandes dessinées

- Le financement de la Commission de l'UEMOA servira à renforcer le parc automobile du Secrétariat technique et à organiser le deuxième atelier d'auto-évaluation.

Pour le troisième chapitre, il s'agit du calendrier des activités qui est présenté sous forme de tableau indiquant le déroulement des activités tous les mois, les montants et les sources de financement.

Enfin, le dernier chapitre qui est le quatrième, relate juste les perspectives de la mise en œuvre du processus ITIE dans les cinq (05) prochaines années, de 2020 à 2024.

Comme le plan d'actions est élaboré selon les disponibilités financières existantes, la mise en œuvre des activités sera réalisée sans obstacles majeurs. Les dispositions seront prises pour la participation dynamique des organes, des collègues, des commissions, des parties prenantes, des industries extractives, des agences gouvernementales et de tous les acteurs concernés pour que le Togo satisfasse à toutes les exigences ITIE à la deuxième validation.

## Introduction

En 2016, le Comité de pilotage a adopté le plan d'actions triennal 2017-2019. Ce plan est élaboré pour permettre la compréhension et l'appropriation de la Norme ITIE dans tous les aspects des exigences, mais également l'intégration de la Norme ITIE dans les systèmes gouvernementaux du secteur extractif et des recettes de l'Etat. Les attentes budgétaires du plan d'actions n'ont pas été atteintes en 2017 et 2018, si bien que la mise en œuvre était beaucoup limitée aux activités récurrentes, telles que l'élaboration simultanée des rapports ITEI 2015 et 2016, la dissémination du rapport ITIE 2014 et la formation des parties prenantes.

Au cours de la validation de 2017, le validateur a fait relever que le plan d'actions 2017-2019 était ambitieux, mais les activités n'ont pas été exécutées. Il a souligné l'insuffisance du financement pour atteindre les résultats escomptés. En effet, avec cette difficulté financière, le cadre n'avait pas permis au Togo d'atteindre des progrès satisfaisants dans toutes les exigences de la Norme ITIE à la validation du 1<sup>er</sup> avril 2017. Sur 27 exigences, il en manquait 7 pour lesquelles il est prévu une deuxième validation qui débutera le 08 novembre 2019. Cette deuxième validation devra constater des progrès satisfaisants dans toutes les exigences de la Norme ITIE. Pour ce faire, il faudra mettre en œuvre les mesures correctives de la première validation et prendre des dispositions qui consacrent la mise en œuvre des activités à la conformité des exigences de la Norme ITIE. D'où la nécessité de réaliser les activités récurrentes qui confirment la qualité, l'efficacité et la fiabilité du processus, de même que les activités qui favorisent la compréhension et l'appropriation de tous les aspects des exigences à travers des mécanismes d'intégration de l'ITIE dans les systèmes nationaux de gouvernance du secteur extractif et des recettes de l'Etat.

Pour relever le défi et éviter tout obstacle au bon fonctionnement de la mise en œuvre, le plan d'actions 2019 est élaboré sur les disponibilités financières qui existent. C'est la continuité du plan d'actions 2017-2019, mais adapté aux enjeux de la deuxième validation pour que le Togo soit déclaré « pays ayant accompli globalement des progrès satisfaisants à toutes les exigences de la Norme ITIE ».

## Contexte

Le Togo a été évalué en 2017. Les résultats de la validation ont été proclamés en Mai 2018. Le Togo n'a pas pu accomplir des progrès satisfaisants dans toutes les exigences de la norme ITIE. Sur 27 exigences, il lui en manque 7 pour lesquelles le validateur a formulé des mesures correctives. Le conseil d'administration de l'ITIE a accordé 18 mois au Togo pour prendre des dispositions idoines pour la réalisation des mesures correctives afin d'atteindre la satisfaction des exigences restantes. Comme la deuxième validation commence le 08 novembre 2019, 2019 est donc une année particulière où les actions réalisées doivent répondre aux mesures correctives et refléter la conformité des exigences de la Norme ITIE. A cet effet, il faut un tableau de bord, chronométré et budgétisé, en précisant les sources de financement et les obstacles qui pourront nuire à l'efficacité de la mise en œuvre du processus.

Un plan d'actions est donc élaboré. Il comprend trois composantes avec des objectifs spécifiques. Les activités des composantes sont définies par rapport aux attentes de la validation et par rapport à la qualité et à l'efficacité de la mise en œuvre selon les exigences de la Norme ITIE.

### 1- Plan d'actons ITIE -Togo 2019

Dans le cadre de la préparation de la deuxième validation du Togo et de l'appropriation adéquate des principes des exigences de la norme ITIE dans le fonctionnement organique des agences gouvernementales, l'objectif général de la mise en œuvre du processus ITIE convenu par le Comité de Pilotage vise la conformité de tous les aspects pertinents des exigences de la Norme ITIE et l'intégration concrète des exigences ITIE dans les systèmes nationaux de la gouvernance à tous les niveaux de l'administration publique du secteur extractif et des finances de l'Etat.

Afin d'atteindre les résultats de cet objectif global, le plan d'actions élaboré pour les activités de l'année 2019 est réparti en 3 composantes que sont :

- Le fonctionnement des organes de mise en œuvre ;
- L'intégration de l'ITIE dans les systèmes nationaux de gouvernance des industries extractives et des agences gouvernementales ;
- L'évaluation des résultats et de l'impact de l'ITIE.

#### 1.1 Fonctionnement des organes de mise en œuvre.

Le décret N° 2010-024/PR du 30 mars 2010 a créé trois (03) organes de mise en œuvre du processus. Il s'agit du Conseil National de Supervision (CNS), du Comité de Pilotage (CP) et du Secrétariat Technique (ST). Ces trois organes fonctionnent dans le respect de la structure organisationnelle convenue par le décret, et en conformité avec les indications de la norme ITIE, afin d'avoir les résultats escomptés par le gouvernement et également la satisfaction aux exigences de la Norme ITIE. D'ailleurs, une étude sera réalisée sur la gouvernance interne des organes de mise en œuvre afin de pallier les faiblesses constatées lors de la validation passée.

La composante « Fonctionnement des organes de mise en œuvre » est articulée en six (06) activités. Entre autres, les activités clés sont mentionnées dans le présent document. Les activités courantes ou administratives ne figurent pas dans les rubriques ci-après :

##### 1.1. a Suivi des mesures correctives de la validation

La première activité de la composante 1 est la mise en œuvre des mesures correctives de la validation.

Lors de la validation de 2017, le Togo a failli à sept (07) exigences pour lesquelles le validateur a formulé des mesures correctives que le gouvernement devra exécuter pour avoir la satisfaction globale des exigences de la Norme ITIE.

Pour la résolution des mesures correctives, le CP a mis en place trois (03) commissions (Commission de Gouvernance, Commission de Finances et principalement Commission de Mise en œuvre) qui se réunissent régulièrement pour proposer des solutions idoines au CP. Le Comité de pilotage a relevé en outre les entités concernées par les mesures correctives. Le président du Comité de Pilotage saisira toutes ces entités pour prendre dans les meilleurs délais avant novembre 2019 les dispositions nécessaires pour avoir la satisfaction des exigences. Cette activité fait partie des activités courantes du Comité de Pilotage, et aussi du fonctionnement des entités concernées.

Aucun budget effectif n'est prévu à cet effet.

### **1.1. b Suivi des recommandations des rapports**

Les rapports ITIE ont formulé des recommandations pour l'amélioration de la mise en œuvre du processus et pour l'application adéquate de la Norme ITIE dans la gouvernance du secteur extractif et des finances de l'Etat. La plupart des recommandations sont entreprises à travers des activités du PDGM, des réformes de l'OTR ou des dispositions des entités concernées.

Pour la qualité du processus, la commission de mise en œuvre du Comité de Pilotage veillera à la mise en œuvre effective de toutes les recommandations. Le Secrétariat Technique de l'ITIE organisera des entretiens, des réunions et des séances de travail avec les entreprises et les organes gouvernementaux pour s'assurer de la participation exhaustive et adéquate des entités déclarantes.

Le rapport ITIE 2017 étant le rapport de référence de la deuxième validation, il serait bon de réaliser toutes les recommandations avant la publication de ce rapport prévu pour fin septembre 2017.

Aucun budget effectif n'est prévu pour cette activité.

### **1.1.c Elaboration des rapports ITIE 2017/2018**

Le rapport ITIE 2017 sera le rapport de référence de la deuxième validation du Togo qui commencera le 08 novembre 2019. Afin de minimiser les coûts de prestation, les rapports ITIE 2017 et 2018 seront réalisés simultanément. Le budget prévu à cet effet est de soixante-dix millions (70 000 000) F CFA. Un administrateur indépendant sera recruté conformément aux procédures nationales de passation des marchés publics et aux directives de la norme ITIE.

Il y aura deux grandes composantes : l'étude de cadrage et l'élaboration des rapports. Entre les deux, avant de démarrer la collecte des données pour l'élaboration des rapports, l'administrateur indépendant procèdera à la formation des entités déclarantes sur l'utilisation efficace et crédible des formulaires de déclaration. Le calendrier des travaux et les délais de remise des rapports seront définis de commun accord entre l'administrateur indépendant et le Comité de pilotage.

### **1.1. d Dissémination des rapports ITIE 2015 et 2016.**

La dissémination des rapports ITIE 2015 et 2016 sera organisée en avril 2019 par le CP et le ST. Elle est répartie en 3 composantes : elle débutera par la campagne régionale de sensibilisation itinérante dans les chefs-lieux des régions administratives, suivie de la campagne thématique dans les localités minières pour permettre aux entités déclarantes de s'approprier des aspects des exigences de la norme ITIE. Elle sera clôturée par le débat national prévu pour mai 2019.

La dissémination est financée par le don de la BAD à travers le PAMOCI.

### **1.1. e Formation des parties prenantes.**

Le don BAD/ITIE a été utilisé pour organiser des ateliers de formation des parties prenantes à partir de 2018.

Au cours de l'année 2019, des ateliers seront organisés pour les parties prenantes qui n'ont pas bénéficié de formation l'année passée. Il s'agit des députés de l'Assemblée nationale et des commissaires aux comptes des entreprises du secteur extractif.

Les formations seront animées par les membres du Secrétariat Technique de l'ITIE et les magistrats de la Cour des comptes.

Le montant prévu pour cette rubrique est de 5 716 600 FCFA.

### **1.1. f Réunion du CNS et du CP**

Le décret N°2010-024/PR du 30 mars 2010 a créé deux (02) groupes multipartites que sont le Conseil National de Supervision (CNS) et le Comité de Pilotage (CP).

Le CNS est l'organe supérieur de décision dans l'exécution du processus ITIE au Togo. Il a pour mission l'orientation politique et stratégique de la mise en œuvre globale du processus et du fonctionnement des organes de mise en œuvre, ainsi que du cadre convenable à la réalisation des activités.

C'est un groupe multipartite composé des membres du gouvernement et des présidents ou administrateurs des industries extractives et des organisations de la société civile. Il est présidé par le Premier Ministre, Chef du gouvernement et comprend seize (16) membres. Selon le décret N°2010-024/PR du 30 mars 2010, le Conseil National de Supervision doit tenir deux (02) réunions ordinaires dans l'année.

Le Président du Conseil national de supervision donnera des instructions pour la tenue desdites réunions selon la disponibilité de son emploi du temps.

Le deuxième organe qui est également un groupe multipartite est le comité de pilotage. Il est chargé du contrôle et du suivi des activités de la mise en œuvre du processus selon les décisions du Conseil National de Supervision. Il assure l'efficacité et la qualité de toutes les activités du plan d'actions conformément aux recommandations des exigences de la Norme. A cet effet, il est

créé au sein du Comité de Pilotage trois (03) groupes de travail qui vérifient l'authentification des actions par rapport au plan d'actions, au décret portant création des organes et aux exigences de la Norme ITIE. Ils vérifient également l'adéquation de la gouvernance interne des organes et des fonds pour la réalisation des activités.

Les trois (03) groupes de travail sont la Commission de Gouvernance, la Commission de Mise en Œuvre et la Commission de Finances.

Le Comité de Pilotage est composé des hauts responsables de l'administration publique, des entreprises extractives et des organisations de la société civile. Il comprend vingt-cinq (25) membres et est présidé par le Ministre des Mines et des Energies.

Selon les dispositions du décret de création des organes de mise en œuvre de l'ITIE au Togo, le Comité de pilotage est tenu d'organiser trois (3) réunions ordinaires dans l'année. La répartition des réunions est fixée aux mois de février, mai et août 2019. Il rend compte des résultats de la mise en œuvre au Conseil National de Supervision.

## **1.2. Intégration de la Norme ITIE**

La deuxième composante du plan d'actions 2019 concerne les activités qui militent en faveur de l'intégration des principes des exigences de l'ITIE dans les systèmes nationaux de gouvernance des industries extractives et des agences gouvernementales. Il s'agit de six (06) activités qui portent sur le mécanisme de la gouvernance interne des organes de mise en œuvre, le mécanisme de financement pérenne du processus ITIE, le mécanisme de données ouvertes, le mécanisme de la propriété réelle, la vulgarisation des résultats de l'ITIE et le mécanisme du commerce des matières premières. Les cinq (05) premières activités sont financées par le don EGPS de la Banque Mondiale.

Aucun budget effectif n'est prévu pour la dernière.

### **1.2. a Mécanisme de la gouvernance interne des organes de mise en œuvre.**

Le rapport de validation a relevé des faiblesses dans la gouvernance interne du groupe multipartite. La validation a formulé des mesures correctives pour y remédier. Un consultant sera recruté pour étudier la compactibilité des textes du décret, des procédures nationales de l'administration publique et des clauses des exigences de la Norme ITIE. Un rapport de fin des travaux proposera au Comité de Pilotage toutes les dispositions pour relever l'efficacité et la qualité de la gouvernance interne afin d'accomplir des progrès satisfaisants en la matière. Un atelier de validation du projet de rapport est prévu pour les membres du Comité de gouvernance avant l'introduction de la version finale au Comité de pilotage pour adoption.

Le budget prévisionnel est de dix millions (10 000 000) F CFA.

### **1.2. b Mécanisme de financement pérenne du processus ITIE.**

La Norme ITIE est en permanente mutation. Les modifications qu'on y apporte régulièrement change de jour en jour le contexte de l'ITIE et l'entendement des clauses des exigences de l'ITIE. Un plan d'actions adéquat pour satisfaire à chaque exigence individuellement s'avère nécessaire. La réalisation des activités du plan d'actions atteste la conformité de la Norme. L'enjeu est donc différent à celui de l'ITIE, il y a dix (10) ans. Les coûts d'exécution des activités ont largement augmenté au vu de la notion d'appréciation recherchée pour valider une exigence. En dehors des activités régulières, comme le rapport ITIE, le rapport d'avancement, la dissémination etc., qui se prononcent sur la qualité et la fiabilité du processus, il y a des activités phares, comme les données ouvertes, la propriété réelle, le commerce des matières premières, qui garantissent l'appropriation du processus et l'intégration de l'ITIE dans les systèmes nationaux de gouvernance. Au fur et à mesure que les dépenses de la mise en œuvre augmentent, les financements par contre diminuent, principalement au niveau du gouvernement.

C'est le lieu donc de juger de l'importance de la contribution de l'ITIE dans l'amélioration de la gouvernance du secteur extractif et des recettes de l'Etat, afin de prendre des dispositions idoines pour son institutionnalisation et la pérennisation de la mise en œuvre.

Aussi, un consultant sera-t-il recruté pour proposer les textes qui conviennent pour doter l'ITIE d'une structure administrative de l'ITIE avec un financement conséquent pour lui permettre de répondre favorablement à la conformité des exigences de la Norme ITIE.

Un atelier de validation du projet de rapport sera organisé pour les membres du comité de finances avant l'adoption de la version finale par le comité de pilotage.

Le budget prévisionnel est de dix millions (10 000 000) F CFA.

### **1.2.c Mécanisme de données ouvertes**

Dans le cadre de l'intégration de l'ITIE dans les systèmes nationaux de gouvernance du secteur extractif et des recettes de l'Etat, la Norme recommande le processus de déclaration automatique à la place de déclaration manuelle. La déclaration, dès qu'elle sera enregistrée dans le système d'information de l'entité perceptrice, elle sera automatiquement rendue publique sur le site web de cette dernière et évidemment sur le site web de l'entité déclarante. Le processus portera aussi bien sur les informations financières que sur les informations contextuelles. Toutes les industries, même artisanales, sont concernées. De même, toutes les agences gouvernementales, y compris les collectivités locales, participeront au processus.

Tous les trois (03) mois, les situations récapitulatives seront effectuées dans des rapports qui seront remis aux entités administratives concernées et rendues publiques sur les sites web.

Le fonctionnement du processus de déclaration automatique se fera de façon concomitante entre les entités publiques. L'entité d'accueil, le point focal, va centraliser toutes les informations. Par ailleurs, les cadastres des ressources extractives vont communiquer avec la plate-forme commune.

De toutes les façons, un consultant sera recruté pour étudier toutes les possibilités afin d'en proposer une qui convient aux réalités du Togo. Comme le Sénégal a déjà une expérience en la matière, un voyage d'étude et d'imprégnation sera effectué dans ce pays. Cette activité concerne toutes les commissions du Comité de pilotage, si bien que le projet du rapport sera validé en atelier par l'ensemble des membres.

Le budget prévisionnel est de trente-quatre millions cinquante mille (34 050 000) F CFA.

#### **1.2.d Mécanisme de la propriété réelle**

Le mécanisme de la propriété réelle consiste à déclarer les bénéficiaires des entreprises et leurs parts de revenus dans le capital. Ce principe de déclaration devient une exigence de la Norme ITIE dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Selon les recommandations du Secrétariat international de l'ITIE, le Comité de pilotage a élaboré et publié une feuille de route qui assureront la mise en place du cadre juridique et réglementaire de la mise en œuvre du mécanisme de déclaration de la propriété réelle au Togo. A cet effet, il est prévu de recruter un consultant pour élaborer les textes appropriés devant permettre au Togo de remplir cette exigence dans le délai fixé. Le projet de rapport sera présenté en atelier à la commission chargée du suivi des travaux.

L'identité des véritables propriétaires, les propriétaires effectifs, des entreprises qui ont obtenu des droits pour extraire du pétrole, du gaz et des minerais est souvent inconnue, dissimulée derrière une chaîne de personnes morales non redevables. Ce sont particulièrement les personnes vivant dans des pays riches en ressources naturelles qui risquent d'être perdantes, car les actifs d'extraction sont souvent mal répartis en raison de la corruption (rapport d'avancement 2017 de l'ITIE internationale).

Le code pénal du Togo, voté en 2015, a prévu des dispositions pour rendre obligatoire la divulgation des propriétaires effectifs et ultimes des entreprises extractives. Afin de prévenir les conflits d'intérêt, les textes d'application préciseront toutes les personnes concernées, sans épargner la publication des personnes politiquement exposées

De toutes les façons, le Togo a intérêt à connaître et à répertorier les propriétaires effectifs des entreprises extractives afin de prévenir les investissements anonymes et l'évasion fiscale. Le gouvernement est vivement encouragé à mettre en place le registre sur la propriété réelle. Cette disposition doit être soutenue par les agents de la force publique, la société civile et d'autres personnes chargées de contrôler les informations et de prendre des mesures pour demander des comptes aux personnes qui utilisent des entreprises anonymes de façon frauduleuse.

Le budget prévisionnel est de quinze (15) millions de francs CFA.

#### **1.2.e Vulgarisation des résultats de l'ITIE**

Les actions de vulgarisation sont menées régulièrement pour la visibilité et la compréhension des atouts de l'ITIE dans la vie socio-économique du Togo. Les résultats sont compilés dans des rapports ITIE, des rapports d'avancement ou des comptes-rendus des réunions des organes de

mise en œuvre. D'autres réalisations qui favoriseraient la sensibilisation et la perception de la population ne sont pas récapitulées dans des documents ou traduits en outils de communication.

En vue de comptabiliser les acquis dans tous les aspects de la Norme ITIE dans la mise en œuvre du processus au Togo, un consultant sera recruté pour faire le point de toutes les réalisations qui sont l'œuvre des réformes dans la gouvernance du secteur extractif, et en produire des documents ou outils qui rendront plus efficace la sensibilisation du public pour une appropriation convenable du processus.

Le budget prévisionnel est de quinze (15) millions de francs CFA.

#### **1.2.f Mécanisme du commerce des matières premières**

La divulgation des informations sur le commerce des matières premières est essentielle tant pour la qualité de la mise en œuvre du processus que pour la mise en évidence de l'importance de la contribution financière du secteur extractif au budget de l'Etat. Les déclarations porteront, entre autres, sur la production, la vente, la valeur marchande et le chiffre d'affaires, ainsi que sur les acheteurs effectifs.

Le Secrétariat technique proposera au Comité de pilotage pour validation, une note d'orientation sur les procédures et formulaires de déclarations, en vue de renforcer les déclarations qui existent déjà dans les rapports ITIE.

L'appréciation des paiements des entreprises et des revenus du gouvernement permet d'orienter le débat public sur la gouvernance des industries extractives. Le Togo a déjà publié sept (07) rapports ITIE. A partir du rapport ITIE 2014, le Togo publie régulièrement les informations sur la production des entreprises extractives, la vente, le chiffre d'affaires et la destination. Cependant, les informations sur les paiements des acheteurs effectifs aux entreprises ne sont pas divulguées. Par ailleurs, certaines entreprises revendent la matière première à leurs succursales pour la transformation. Les prix retenus à l'interne diffèrent d'un groupe à un autre.

Afin de prévenir l'opacité au niveau de la production, la corruption au niveau de la vente ou de la transaction et l'évasion fiscale des recettes non recouvrées, le gouvernement est encouragé à prendre des dispositions pour réguler le commerce des matières premières sur le territoire national comme à l'étranger.

Aucun budget effectif n'est prévu pour cette activité.

#### **1.3. Evaluation des résultats et de l'impact de l'ITIE**

L'évaluation des résultats et de l'impact de l'ITIE sera faite à travers des décisions des réunions du Conseil national de supervision et du Comité de pilotage. L'évaluation sera marquée par l'implication effective des organes, des collègues et des parties prenantes dans toutes les activités du processus. Le Secrétariat technique se rapprochera davantage des entités déclarantes pour une contribution exhaustive, qualitative et fiable.

Au cours de l'année, entre juin et septembre, le groupe multipartite recrutera un conciliateur indépendant pour élaborer les rapports ITIE 2017 et 2018. Ces deux rapports, principalement celui de 2017 qui est le rapport de référence pour la deuxième validation, retraceront les progrès accomplis dans les exigences pour lesquelles le Togo n'a pas accompli des progrès satisfaisants à la première validation.

A la fin de l'année, de préférence avant le 08 novembre 2019, le Secrétariat technique produira le rapport d'avancement de l'année 2019 qui retracera d'une façon détaillée et exhaustive les mesures correctives apportées à tous les manquements reprochés à la première validation. Les résultats de ce rapport édifieront le groupe multipartite sur les dispositions urgentes à prendre avant le 08 novembre 2019.

Dans la mesure des disponibilités, le comité de pilotage organisera deux ateliers d'auto-évaluation, le premier en juillet et le deuxième avant le 08 octobre 2019.

## 2. Budget ITIE-Togo 2019

Pour l'année 2019, les activités de l'ITIE sont financées par le gouvernement, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Commission de l'UEMOA. Etant donné que cette année est l'année de référence pour la deuxième validation, les activités sont calées sur les ressources disponibles, en vue d'éviter tout désagrément.

Les ressources disponibles se décomposent comme suit :

- |                                            |                     |
|--------------------------------------------|---------------------|
| • Gouvernement                             | : 157 564 192 F CFA |
| • Banque Mondiale (300 000 US Dollars)     | : 135 050 000 F CFA |
| • Banque Africaine de Développement/PAMOCI | : 98 838 671 F CFA  |
| • Commission de l'UEMOA                    | : 20 000 000 F CFA  |

### 2.1. Activités financées par le gouvernement

La liste des activités financées par le gouvernement est indiquée dans le tableau 2.1. Elle concerne, entre autres, le fonctionnement des organes de mise en œuvre, les salaires et indemnités du personnel du Secrétariat technique, l'élaboration des rapports ITIE 2017 et 2018 et l'appui au Secrétariat international.

**Tableau 2.1 : Financement du gouvernement**

| N°  | ACTIVITES                                                  | BUDGET (F CFA) |
|-----|------------------------------------------------------------|----------------|
| 1.  | Abonnement                                                 | 400 000        |
| 2.  | Impression                                                 | 300 000        |
| 3.  | Documentation                                              | 300 000        |
| 4.  | Publication d'avis                                         | 1 100 000      |
| 5.  | Carburant et lubrifiant pour véhicules administratifs      | 7 500 000      |
| 6.  | Entretien bâtiments Administratifs                         | 1 300 000      |
| 7.  | Entretien et réparation du matériel de transport           | 4 000 000      |
| 8.  | Entretien photocopieur                                     | 600 000        |
| 9.  | Téléphone                                                  | 2 220 000      |
| 10. | Câblage réseau et installation d'une solution de téléphone | 7 800 000      |
| 11. | Mission à l'extérieur                                      | 5 000 000      |

|              |                                                                                        |                    |
|--------------|----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 12.          | Mission à l'intérieur                                                                  | 2 000 000          |
| 13.          | Location de bureaux (contrat de bail d'immeuble)                                       | 7 500 000          |
| 14.          | Appui au Secrétariat internat. de l'ITIE pour le processus de validation dans les pays | 6 000 000          |
| 15.          | Organisation et tenue des réunions du Comité de Pilotage                               | 5 000 000          |
| 16.          | Indemnités allouées au personnel du Secrétariat Technique                              | 35544 192          |
| 17.          | Elaboration des Rapports ITIE 2017 et 2018                                             | 70 000 000         |
| 18.          | Dépenses diverses liées au fonctionnement du Secrétariat technique                     | 1 000 000          |
| <b>Total</b> |                                                                                        | <b>157 564 192</b> |

### 2.1.a Dépenses de fonctionnement (1<sup>ère</sup> partie)

Il s'agit des dépenses prévues pour la réalisation des activités quotidiennes de la mise en œuvre de l'ITIE. Le montant prévisionnel est de 46 020 000 F CFA. Ce montant ne prend pas en compte l'élaboration des rapports ITIE, la masse salariale et l'appui au Secrétariat international de l'ITIE.

Il faut noter que d'autres activités du fonctionnement sont supportées par les fonds de la Banque Mondiale.

### 2.1.b Dépenses liées aux salaires et indemnités du personnel du Secrétariat technique

Le Secrétariat technique comprend le Coordonnateur national, son Assistante, deux Chefs Cellules, le Chef Service Finances et Comptabilité et le Chef Parc Automobile.

Pour les besoins de la mise en œuvre du mécanisme de données ouvertes, il sera créé un service informatique et données ouvertes pour lequel le Secrétariat technique sollicitera ou recrutera un informaticien.

En 2017, le Secrétariat technique a perdu son Coursier. Un autre sera recruté pour son remplacement.

**Tableau 2.1.b : Salaires et indemnités du personnel du Secrétariat technique**

| N°           | PERSONNEL                                                | MONTANT (F CFA)   |
|--------------|----------------------------------------------------------|-------------------|
| 1.           | Coordonnateur national                                   | 18 000 000        |
| 2.           | Assistante du Coordonnateur national                     | 2 004 192         |
| 3.           | Chef Cellule Administration et Renforcement de Capacités | 4 200 000         |
| 4.           | Chef Cellule Information et Communication                | 4 200 000         |
| 5.           | Chef Service Finances et Comptabilité                    | 3 000 000         |
| 6.           | Chef Service Informatique et Données Ouvertes            | 2 400 000         |
| 7.           | Chef Parc Automobile                                     | 900 000           |
| 8.           | Coursier                                                 | 840 000           |
| <b>Total</b> |                                                          | <b>35 544 192</b> |

### 2.1.c Dépenses liées à l'élaboration des rapports ITIE 2017 et 2018

Un conciliateur indépendant sera recruté pour l'élaboration simultanée des rapports ITIE 2017 et 2018.

Le marché comprendra :

- L'étude de cadrage
- La formation des entités déclarantes
- La collecte et le traitement des données
- La livraison des rapports en versions détaillée et simplifiée, en version anglaise et en version Résumé.

Le budget prévisionnel est de 70 000 000 F CFA

#### 2.1.d Dépenses liées à l'appui au Secrétariat international de l'ITIE

Au niveau du Secrétariat international, le conseil d'administration de l'ITIE a convenu d'une cotisation annuelle de 10 000 US Dollars que tous les pays mettant en œuvre l'ITIE sont tenus de verser au Secrétariat international dans le cadre des frais encourus pour les travaux de validation des pays membres de façon globale.

#### 2.2. Activités financées par la Banque Mondiale

Le Don EGPS de la Banque Mondiale est accordé à l'ITIE-Togo pour 2018 et 2019. Compte-tenu des modifications survenues dans l'authentification du don, les décaissements ont commencé en décembre 2018.

Le financement de la Banque Mondiale couvre la partie du fonctionnement non prise en compte par le gouvernement, des projets dans le cadre de l'intégration de l'ITIE, la rédaction de brochures et d'outils de communication ainsi que la production des rapports et des documents de sensibilisation.

**Tableau 2.2 : Financement de la Banque Mondiale**

| N°           | ACTIVITES                                                                        | BUDGET (F CFA)     |
|--------------|----------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 1.           | Mécanisme de données ouvertes                                                    | 34 050 000         |
| 2.           | Mécanisme de la gouvernance interne des organes de l'ITIE                        | 10 000 000         |
| 3.           | Mécanisme de financement pérenne de l'ITIE                                       | 10 000 000         |
| 4.           | Mécanisme de la propriété réelle                                                 | 15 000 000         |
| 5.           | Rédaction de brochures et d'outils de communication                              | 12 500 000         |
| 6.           | Production des rapports et autres documents de sensibilisation                   | 15 000 000         |
| 7.           | Audit                                                                            | 7 500 000          |
| 8.           | Matériel informatique                                                            | 1 000 000          |
| 9.           | Fournitures de bureau                                                            | 1 000 000          |
| 10.          | Fournitures informatiques                                                        | 2 000 000          |
| 11.          | Matériel de transport et de service à deux roues (moto)                          | 1 000 000          |
| 12.          | Produits d'entretien de bureaux                                                  | 500 000            |
| 13.          | Contrat d'entretien (Société de nettoyage et d'entretien de bur.)                | 2 690 400          |
| 14.          | Entretien climatiseur                                                            | 334 176            |
| 15.          | Entretien matériel informatique                                                  | 431 172            |
| 16.          | Gardiennage (contrat Sté de gardiennage)                                         | 1 762 800          |
| 17.          | Contrat de Société de maintenance pour la mise à jour du Site web                | 944 000            |
| 18.          | Assurance automobile                                                             | 2 000 000          |
| 19.          | Mission à l'extérieur                                                            | 5 000 000          |
| 20.          | Atelier d'auto-évaluation annuelle de la mise en œuvre du processus ITIE au Togo | 8 100 000          |
| 21.          | Abonnement boîte postale                                                         | 140 000            |
| 22.          | Internet (abonnement internet)                                                   | 1 532 452          |
| 23.          | Eau                                                                              | 165 000            |
| 24.          | Electricité                                                                      | 2 400 000          |
| <b>Total</b> |                                                                                  | <b>135 050 000</b> |

### **2.2.a Dépenses de fonctionnement (2<sup>ème</sup> partie)**

Les dépenses de fonctionnement financées par la Banque Mondiale couvrent les frais courants et également les frais de l'audit des dépenses globales à la fin du don.

Le budget prévisionnel est de 38 500 000 F CFA.

### **2.2.b Dépenses liées à l'intégration de la Norme ITIE**

Les projets d'intégration de l'ITIE portent sur :

- Le mécanisme de données ouvertes
- Le mécanisme de la gouvernance interne des organes de l'ITIE-Togo
- Le mécanisme d'institutionnalisation et de financement pérenne de l'ITIE-Togo
- Le mécanisme de la propriété réelle.

Les détails de ces projets sont fournis plus haut au chapitre 1.2 portant sur l'intégration de la Norme ITIE.

Le budget prévisionnel est de 69 050 000 F CFA.

### **2.2.c Dépenses liées à la vulgarisation de l'ITIE**

Deux projets sont retenus pour la vulgarisation des activités de la mise en œuvre de l'ITIE. Ces projets portent sur la rédaction de brochures et d'outils de communication ainsi que la production des rapports et des documents de sensibilisation.

Comme ce sont des activités qui rentrent dans l'intégration de la Norme ITIE, les détails sont déjà fournis au chapitre 1.2 portant sur l'intégration de la Norme ITIE.

Deux consultants seront recrutés par le Comité de pilotage pour la réalisation de ces deux projets.

Le budget prévisionnel est de 27 500 000 F CFA.

## **2.3. Activités financées par la Banque Africaine de Développement**

En 2015, l'ITIE a bénéficié d'un don de la Banque Africaine de Développement (BAD), géré par le Projet d'Appui à la Mobilisation des ressources et au Renforcement de Capacités Institutionnelles (PAMOCI). Ce don devrait être normalement clôturé le 31 décembre 2018, mais il est prolongé en 2019. Donc, les activités qui n'ont pas été réalisées avant décembre 2018 sont reconduites en 2019. Il s'agit des activités suivantes :

- La formation des parties prenantes
- La dissémination des rapports ITIE 2015 et 2016
- La traduction des rapports ITIE en Ewé et en Kabyè
- L'édition des rapports et documents ITIE
- La participation des membres du Secrétariat technique à la conférence mondiale de l'ITIE
- L'interprétation des rapports en pièces théâtrales et en bandes dessinées.

**Tableau 2.3 : Financement de la Banque Africaine de Développement**

| N°    | ACTIVITES                                                                                        |                                                                                | BUDGET<br>(F CFA) |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1.    | Divers équipements pour la communication                                                         |                                                                                | 43 376 932        |
| 2.    | La formation des parties prenantes (Députés + Commissaires aux comptes des entreprises minières) |                                                                                | 5 716 600         |
| 3.    | La dissémination des rapports ITIE 2015 et 2016                                                  |                                                                                | 24 561 900        |
| 4.    | Appui à la mise en œuvre du plan de communication                                                | La traduction des rapports ITIE en Ewé et en Kabyè                             | 12 000 000        |
| 5.    |                                                                                                  | L’interprétation des rapports ITIE en pièces théâtrales et en bandes dessinées |                   |
| 6.    | Edition des rapports et documents ITIE                                                           |                                                                                | 4 000 000         |
| 7.    | Appui à la participation du Togo à la conférence mondiale de l’ITIE                              |                                                                                | 9 183 239         |
| TOTAL |                                                                                                  |                                                                                | 98 838 671        |

**2.3.a Formation des parties prenantes**

Cette activité a commencé en 2018 et s'était déroulée à Lomé et dans les chefs-lieux des régions administratives. Il reste deux entités à savoir les commissaires aux comptes et les députés de l'Assemblée Nationale. Le reste du montant alloué à la rubrique « formation des parties prenantes » est de 5 716 600

**2.3.b Dissémination des rapports ITIE 2015 et 2016**

Dans le cadre de la vulgarisation des résultats des rapports ITIE 2015 et 2016, le Comité de pilotage et le Secrétariat technique organiseront la campagne de dissémination sur toute l'étendue du territoire national, dans les chefs-lieux des régions administratives et dans les localités minières.

Il faut noter que c'est la BAD qui a toujours financé la campagne de dissémination des résultats des rapports ITIE. Pour cette fois-ci, la présente activité sera financée par le reste du montant alloué à la rubrique « dissémination ». Ce montant est de 24 561 900 F CFA.

**2.3.c Traduction des rapports ITIE en Ewé et en Kabyè**

Depuis le début de la mise en œuvre de l'ITIE au Togo, le groupe multipartite a convenu de traduire les rapports ITIE dans les langues nationales, du moins en Ewé et en Kabyè. Les deux premiers rapports ont été traduits. Cette activité a toujours été financée par la BAD. Dans le cadre du don en cours, elle a retenu de continuer l'action. Ainsi, tous les rapports ITIE de 2012 à 2016 seront traduits.

**2.3.d Edition des rapports et documents ITIE**

Les documents réalisés pendant la phase de « pays candidat » ont été édités. Depuis lors, tous les documents sont restés en instance. Ils seront alors édités et seront utiles pour une vulgarisation accessible et étendue des résultats de la mise en œuvre de l'ITIE au Togo.

Le montant alloué à cette rubrique est de 4 000 000 F CFA.

### **2.3.e Participation des membres du Secrétariat technique à la conférence mondiale de l'ITIE**

Tous les trois ans, l'ITIE internationale tient son Assemblée Générale. A cette occasion, le Conseil d'Administration de l'ITIE organise la conférence mondiale qui est une rencontre internationale d'échange et de partage des expériences des pays, des organisations ou organismes membres de l'ITIE et des connaissances d'autres acteurs de la gouvernance ouverte et responsable. La participation à ce grand événement est très bénéfique pour la compréhension des principes de l'ITIE et l'appropriation de la Norme ITIE.

Il faut noter que le don en cours a déjà financé la participation du Togo à la 7<sup>ème</sup> conférence mondiale de l'ITIE tenue à Lima au Pérou. Le reliquat de la rubrique servira à financer la participation du Secrétariat technique à cette 8<sup>ème</sup> conférence mondiale qui aura lieu à Paris en France.

Le montant du reliquat est de 9 183 239 F CFA.

### **2.3.f Interprétation des rapports ITIE en pièces théâtrales et en bandes dessinées**

Les rapports ITIE 2010 et 2011 ont été interprétés en pièces théâtrales et en bandes dessinées. Il en sera de même pour les autres. Comme pour les rapports ITIE 2010 et 2011, l'interprétation des rapports ITIE de 2012 à 2016 sera financée par la BAD à travers le PAMOCI.

Le montant alloué à la rubrique traduction des rapports ITIE en Ewé et en Kabyè et celle de l'interprétation des rapports ITIE en pièces théâtrales et en bandes dessinées est de 12 000 000 F CFA.

## **2.4. Activités financées par la Commission de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA)**

Depuis 2014, et tous les ans, la Commission de l'UEMOA met à la disposition de l'ITIE-Togo un don de cinq (05) millions de F CFA pour la mise en œuvre de l'Initiative. Le don de 2019 est en cours et constitue le 5<sup>ème</sup> que la Commission alloue au Togo.

En 2016, dans le cadre de la participation du Togo à la 7<sup>ème</sup> conférence mondiale de l'ITIE à Lima, le Secrétariat technique a utilisé cinq (05) millions de francs CFA du don global pour confectionner les outils de communication qui ont servi à meubler le stand d'exposition nationale du Togo. Ce fonds peut servir à renforcer le parc automobile du Secrétariat technique qui a déjà vieilli (8<sup>ème</sup> année).

**Tableau 2.4 : Financement de la Commission de l'UEMOA**

| N°           | ACTIVITES                      | BUDGET (EN F CFA) |
|--------------|--------------------------------|-------------------|
| 1.           | Achat d'une voiture de liaison | 20 000 000        |
| <b>Total</b> |                                | <b>20 000 000</b> |

# BUDGET CONSOLIDE DE L'ITIE GESTION 2019

| N°       | RUBRIQUES BUDGETAIRES                                              | FINANCEMENT       |                   |                    |                   |                              |                    |           |
|----------|--------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|-------------------|------------------------------|--------------------|-----------|
|          |                                                                    | ETAT              | BAD<br>(PAMOCI)   | Banque<br>mondiale | UEMOA             | Autres (à<br>recherch<br>er) | TOTAL              | %         |
| <b>1</b> | <b>Masse salariale</b>                                             | <b>35 544 192</b> | <b>0</b>          |                    |                   |                              | <b>35 544 192</b>  | <b>9</b>  |
|          | Rémunération directe versée au personnel du Secrétariat technique  | 35 544 192        |                   |                    |                   |                              | 35 544 192         |           |
| <b>2</b> | <b>Dépenses de fonctionnement</b>                                  | <b>46 020 000</b> | <b>98 838 671</b> | <b>38 500 000</b>  | <b>20 000 000</b> |                              | <b>203 358 671</b> | <b>49</b> |
|          | Abonnement                                                         | 400 000           |                   |                    |                   |                              | 400 000            |           |
|          | Impression                                                         | 300 000           |                   |                    |                   |                              | 300 000            |           |
|          | Documentation                                                      | 300 000           |                   |                    |                   |                              | 300 000            |           |
|          | Publication d'avis (presse écrite publique)                        | 1 100 000         |                   |                    |                   |                              | 1 100 000          |           |
|          | Carburant et lubrifiant pour véhicules administratifs              | 7 500 000         |                   |                    |                   |                              | 7 500 000          |           |
|          | Entretien bâtiments Administratifs                                 | 1 300 000         |                   |                    |                   |                              | 1 300 000          |           |
|          | Entretien et réparation du matériel de transport                   | 4 000 000         |                   |                    |                   |                              | 4 000 000          |           |
|          | Entretien photocopieurs                                            | 600 000           |                   |                    |                   |                              | 600 000            |           |
|          | Téléphone                                                          | 2 220 000         |                   |                    |                   |                              | 2 220 000          |           |
|          | Câblage réseau et installation d'une solution de téléphone         | 1 800 000         |                   |                    |                   |                              | 1 800 000          |           |
|          | Mission à l'extérieur                                              | 5 000 000         |                   | 5 000 000          |                   |                              | 10 000 000         |           |
|          | Mission à l'intérieur                                              | 2 000 000         |                   |                    |                   |                              | 2 000 000          |           |
|          | Location de bureaux (contrat de bail d'immeuble)                   | 7 500 000         |                   |                    |                   |                              | 7 500 000          |           |
|          | Organisation et de tenue des réunions du Comité de Pilotage        | 5 000 000         |                   |                    |                   |                              | 5 000 000          |           |
|          | Dépenses diverses liées au fonctionnement du Secrétariat technique | 1 000 000         |                   |                    |                   |                              | 1 000 000          |           |
|          | Audit                                                              |                   |                   | 7 500 000          |                   |                              | 7 500 000          |           |
|          | Matériel informatique                                              |                   |                   | 1 000 000          |                   |                              | 1 000 000          |           |
|          | Fournitures de bureau                                              |                   |                   | 1 000 000          |                   |                              | 1 000 000          |           |
|          | Fournitures informatiques                                          |                   |                   | 2 000 000          |                   |                              | 2 000 000          |           |
|          | Matériel de transport et de service à deux roues (moto)            |                   |                   | 1 000 000          |                   |                              | 1 000 000          |           |
|          | Achat d'une voiture de liaison                                     |                   |                   |                    | 20 000 000        |                              | 20 000 000         |           |
|          | Produits d'entretien de bureaux                                    |                   |                   | 500 000            |                   |                              | 500 000            |           |
|          | Contrat d'entretien bureaux (contrat Sté de nettoyage de bureaux)  |                   |                   | 2 690 400          |                   |                              | 2 690 400          |           |
|          | Entretien climatiseurs                                             |                   |                   | 334 176            |                   |                              | 334 176            |           |

|                                                                                                                                 |                    |                   |                    |                   |          |                    |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-------------------|----------|--------------------|------------|
| Entretien matériel informatique                                                                                                 |                    |                   | 431 172            |                   |          | 431 172            |            |
| Gardiennage (Contrat sté de gardiennage)                                                                                        |                    |                   | 1 762 800          |                   |          | 1 762 800          |            |
| Contrat de société de maintenance pour la mise à jour du Site web                                                               |                    |                   | 944 000            |                   |          | 944 000            |            |
| Assurance automobile                                                                                                            |                    |                   | 2 000 000          |                   |          | 2 000 000          |            |
| Atelier d'auto-évaluation annuelle de la mise en œuvre du processus ITIE au Togo                                                | 6 000 000          |                   | 8 100 000          |                   |          | 14 100 000         |            |
| Abonnement boîte postale                                                                                                        |                    |                   | 140 000            |                   |          | 140 000            |            |
| Internet (abonnement internet)                                                                                                  |                    |                   | 1 532 452          |                   |          | 1 532 452          |            |
| Eaux                                                                                                                            |                    |                   | 165 000            |                   |          | 165 000            |            |
| Electricité                                                                                                                     |                    |                   | 2 400 000          |                   |          | 2 400 000          |            |
| Formation des parties prenantes                                                                                                 |                    | 5 716 600         |                    |                   |          | 5 716 600          |            |
| Dissémination des Rapports ITIE 2015 et 2016                                                                                    |                    | 24 561 900        |                    |                   |          | 24 561 900         |            |
| Traduction des Rapports ITIE en Ewé en en Kabyè et interprétation des Rapports ITIE en pièces théâtrales et en bandes dessinées |                    | 12 000 000        |                    |                   |          | 12 000 000         |            |
| Edition des documents ITIE/Rapports ITIE                                                                                        |                    | 4 000 000         |                    |                   |          | 4 000 000          |            |
| Participation des membres du Secrétariat technique à la conférence mondiale de l'ITIE                                           |                    | 9 183 239         |                    |                   |          | 9 183 239          |            |
| Divers équipements pour la communication                                                                                        |                    | 43 376 932        |                    |                   |          | 43 376 932         |            |
| <b>Rapports ITIE</b>                                                                                                            | <b>70 000 000</b>  |                   |                    |                   |          | <b>70 000 000</b>  | <b>17</b>  |
| Elaboration des Rapports ITIE 2017 et 2018                                                                                      | 70 000 000         |                   |                    |                   |          | 70 000 000         |            |
| <b>Appui à l'ITIE internationale</b>                                                                                            | <b>6 000 000</b>   |                   |                    |                   |          | <b>6 000 000</b>   | <b>1</b>   |
| Appui au Secrétariat international de l'ITIE pour le processus de validation dans les pays de mise en œuvre                     | 6 000 000          |                   |                    |                   |          |                    |            |
| <b>Projet d'intégration de la norme ITIE</b>                                                                                    |                    |                   | <b>96 550 000</b>  |                   |          | <b>96 550 000</b>  | <b>23</b>  |
| Mécanisme de données ouvertes                                                                                                   |                    |                   | 34 050 000         |                   |          | 34 050 000         |            |
| Mécanisme de la gouvernance des organes de l'ITIE                                                                               |                    |                   | 10 000 000         |                   |          | 10 000 000         |            |
| Mécanisme de financement pérenne de l'ITIE                                                                                      |                    |                   | 10 000 000         |                   |          | 10 000 000         |            |
| Mécanisme de la propriété réelle                                                                                                |                    |                   | 15 000 000         |                   |          | 15 000 000         |            |
| Rédaction de brochures et d'outils de communication                                                                             |                    |                   | 12 500 000         |                   |          | 12 500 000         |            |
| Production des rapports et autres documents de sensibilisation                                                                  |                    |                   | 15 000 000         |                   |          | 15 000 000         |            |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                    | <b>157 564 192</b> | <b>98 838 671</b> | <b>135 050 000</b> | <b>20 000 000</b> | <b>0</b> | <b>411 452 863</b> | <b>100</b> |

**TABLEAU RECAPITULATIF DU BUDGET CONSOLIDE DE L'ITIE GESTION 2019**

| N°            | GRANDES MASSES                               | FINANCEMENT |              |                 |            |                       |             |     |
|---------------|----------------------------------------------|-------------|--------------|-----------------|------------|-----------------------|-------------|-----|
|               |                                              | ETAT        | BAD (PAMOCI) | Banque mondiale | UEMOA      | Autres (à rechercher) | TOTAL       | %   |
| 1             | Masse salariale                              | 35 544 192  |              |                 |            |                       | 35 544 192  | 9   |
| 2             | Fonctionnement                               | 46 020 000  | 98 838 671   | 38 500 000      | 20 000 000 |                       | 203 358 671 | 49  |
|               | Elaboration des Rapports ITIE 2017 et 2018   | 70 000 000  |              |                 |            |                       | 70 000 000  | 17  |
|               | Appui au Secrétariat international de l'ITIE | 6 000 000   |              |                 |            |                       | 6 000 000   | 1   |
| 3             | Projet d'intégration de la norme ITIE        |             |              | 96 550 000      |            |                       | 96 550 000  | 23  |
| TOTAL GENERAL |                                              | 157 564 192 | 98 838 671   | 135 050 000     | 20 000 000 | 0                     | 411 452 863 | 100 |

# Exécution du budget 2018 au 31 12 2018

| N°                                                               | Activités                                                             | Montant prévisionnel (francs CFA) | janvier          | février           | mars             | avril            | mai              | juin             | juillet          | août             | sept             | octobre           | nov              | déc               | Total              | Solde             |
|------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|--------------------|-------------------|
| <b>Activités prévues sur financement de la Banque mondiale</b>   |                                                                       |                                   |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   |                    |                   |
| 1                                                                | Matériel de bureau                                                    | 1 000 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 1 000 000         |
| 2                                                                | Fournitures de bureau                                                 | 1 000 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 1 000 000         |
| 3                                                                | Fournitures informatiques                                             | 2 000 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 2 000 000         |
| 4                                                                | Matériel de transport et de service à deux roues (moto)               | 1 000 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 1 000 000         |
| 5                                                                | Impression                                                            | 300 000                           |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 300 000           |
| 6                                                                | Documentation                                                         | 300 000                           |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 300 000           |
| 7                                                                | Frais de publication d'avis                                           | 1 100 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 1 100 000         |
| 8                                                                | Carburant et lubrifiant pour véhicules administratifs                 | 7 500 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  | 7 499 880         | 7 499 880          | 120               |
| 9                                                                | Entretien bâtiments Administratifs                                    | 1 300 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 1 300 000         |
| 10                                                               | Produits d'entretien de bureaux                                       | 500 000                           |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 500 000           |
| 11                                                               | Contrat d'entretien (Société de nettoyage et d'entretien de bur.)     | 3 200 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  | 1 569 400         | 1 569 400          | 1 630 600         |
| 12                                                               | Entretien mobilier bureau                                             | 300 000                           |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 300 000           |
| 13                                                               | Entretien climatiseur                                                 | 600 000                           |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  | 194 936           | 194 936            | 405 064           |
| 14                                                               | Entretien photocopieur                                                | 250 000                           |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  | 139 990           | 139 990            | 110 010           |
| 15                                                               | Entretien matériel informatique                                       | 700 000                           |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  | 251 517           | 251 517            | 448 483           |
| 16                                                               | Frais de gardiennage (contrat Sté de gardiennage)                     | 1 800 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  | 1 028 300         | 1 028 300          | 771 700           |
| 17                                                               | Contrat de Société de maintenance pour la mise à jour du Site web     | 1 000 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  | 944 000           | 944 000            | 56 000            |
| 18                                                               | Frais d'assurance automobile                                          | 2 000 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 2 000 000         |
| 19                                                               | Frais de mission à l'extérieur                                        | 5 000 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 5 000 000         |
| 20                                                               | Atelier d'auto-évaluation de la mise en œuvre du process ITIE au Togo | 8 100 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 8 100 000         |
| 21                                                               | Abonnement                                                            | 400 000                           |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  | 384 500           | 384 500            | 15 500            |
| 22                                                               | Frais postaux                                                         | 200 000                           |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  | 60 000            | 60 000             | 140 000           |
| 23                                                               | Internet                                                              | 3 400 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  | 1 319 148         | 1 319 148          | 2 080 852         |
| 24                                                               | Eaux                                                                  | 300 000                           | 23 665           | 15 966            | 11 269           | 13 134           | 8 130            | 9 476            | 14 550           | 15 494           | 2 750            | 28 680            | 22 161           | 28 680            | 193 955            | 106 045           |
| 25                                                               | Electricité                                                           | 2 700 000                         | 183 061          | 221 254           | 210 407          | 229 888          | 200 243          | 240 536          | 138 049          | 104 532          | 107 194          | 166 484           | 172 413          | 209 724           | 2 183 785          | 516 215           |
|                                                                  | <b>Total 1</b>                                                        | <b>45 950 000</b>                 | <b>206 726</b>   | <b>237 220</b>    | <b>221 676</b>   | <b>243 022</b>   | <b>208 373</b>   | <b>250 012</b>   | <b>152 599</b>   | <b>120 026</b>   | <b>109 944</b>   | <b>195 164</b>    | <b>194 574</b>   | <b>13 630 075</b> | <b>15 769 411</b>  | <b>30 180 589</b> |
| <b>Activités prévues sur subventions et transferts de l'Etat</b> |                                                                       |                                   |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   |                    |                   |
| 26                                                               | Entretien et réparation du matériel de transport                      | 4 000 000                         |                  |                   |                  | 2 088 810        |                  |                  |                  |                  |                  | 1 071 070         | 93 110           | 110 260           | 3 363 250          | 636 750           |
| 27                                                               | Téléphone                                                             | 2 400 000                         | 2 220 000        |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 2 220 000          | 180 000           |
| 28                                                               | Frais de mission à l'extérieur                                        | 10 000 000                        | 2 890 000        |                   |                  |                  |                  | 2 240 000        |                  |                  |                  | 1 016 000         |                  |                   | 6 146 000          | 3 854 000         |
| 29                                                               | Frais de mission à l'intérieur                                        | 2 000 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 2 000 000         |
| 30                                                               | Frais de location de bureaux (contrat de bail d'immeuble)             | 7 500 000                         |                  | 7 416 000         |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 7 416 000          | 84 000            |
| 31                                                               | Appui au SI de l'ITIE pr le processus de validation ds les pays       | 6 000 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  | 6 000 000        |                  |                   |                  |                   | 6 000 000          | 0                 |
| 32                                                               | Frais d'organisation et de tenue des réunions du Comité de Pil        | 5 000 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  | 2 280 000        |                  |                  |                   |                  | 2 280 000         | 4 560 000          | 440 000           |
| 33                                                               | Frais d'élaboration du rapport ITIE 2016                              | 45 000 000                        |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  | 43 559 188        |                  |                   | 43 559 188         | 1 440 812         |
| 34                                                               | Frais d'élaboration du rapport ITIE 2017                              |                                   |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  |                   | 0                  | 0                 |
| 35                                                               | Indemnités allouées au personnel du Secrétariat Technique             | 37 740 000                        | 2 875 000        | 2 875 000         | 2 525 000        | 2 525 000        | 2 525 000        | 2 525 000        | 3 694 112        | 2 692 016        | 2 692 016        | 2 692 016         | 2 692 016        | 2 692 016         | 33 004 192         | 4 735 808         |
| 36                                                               | Dépenses diverses liées au fonctionnement du Secrétariat technique    | 1 000 000                         |                  |                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |                  | 25 000            | 25 000             | 975 000           |
|                                                                  | <b>Total 2</b>                                                        | <b>120 640 000</b>                | <b>8 398 452</b> | <b>10 765 440</b> | <b>2 968 352</b> | <b>5 099 854</b> | <b>2 941 746</b> | <b>5 265 024</b> | <b>6 279 310</b> | <b>8 932 068</b> | <b>2 911 904</b> | <b>48 728 602</b> | <b>3 174 274</b> | <b>23 103 210</b> | <b>106 293 630</b> | <b>14 346 370</b> |

|               |             |           |            |           |           |           |           |           |           |           |            |           |            |             |            |
|---------------|-------------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|------------|-------------|------------|
| TOTAL GENERAL | 166 590 000 | 8 605 178 | 11 002 660 | 3 190 028 | 5 342 876 | 3 150 119 | 5 515 036 | 6 431 909 | 9 052 094 | 3 021 848 | 48 923 766 | 3 368 848 | 36 733 285 | 122 063 041 | 44 526 959 |
|---------------|-------------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|------------|-------------|------------|

### 3. Calendrier des activités

Le tableau 3 ci-dessous présente, de façon agrégée et dans les limites mensuelles, le déroulement des activités prévues dans le plan d'actions 2019.

#### Calendrier des activités ITIE-Togo en 2019

| N°                                                      | Activités                                                                              | Montant prévisionnel (francs CFA) | janv | fév | mars | avril | mai | juin | juillet | août | sept | oct | nov | déc |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|------|-----|------|-------|-----|------|---------|------|------|-----|-----|-----|
| Activités prévues sur financement de l'Etat             |                                                                                        |                                   |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 1                                                       | Abonnement                                                                             | 400 000                           |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 2                                                       | Impression                                                                             | 300 000                           |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 3                                                       | Documentation                                                                          | 300 000                           |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 4                                                       | Frais de publication d'avis                                                            | 1 100 000                         |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 5                                                       | Carburant et lubrifiant pour véhicules administratifs                                  | 7 500 000                         |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 6                                                       | Entretien bâtiments Administratifs                                                     | 1 300 000                         |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 7                                                       | Entretien et réparation du matériel de transport                                       | 4 000 000                         |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 8                                                       | Entretien photocopieur                                                                 | 600 000                           |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 9                                                       | Téléphone                                                                              | 2 220 000                         |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 10                                                      | Câblage réseau et installation d'une solution de téléphone                             | 7 800 000                         |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 11                                                      | Frais de mission à l'extérieur                                                         | 5 000 000                         |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 12                                                      | Frais de mission à l'intérieur                                                         | 2 000 000                         |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 13                                                      | Frais de location de bureaux (contrat de bail d'immeuble)                              | 7 500 000                         |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 14                                                      | Appui au Secrétariat internat. de l'ITIE pour le processus de validation dans les pays | 6 000 000                         |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 15                                                      | Frais d'organisation et de tenue des réunions du Comité de Pilotage                    | 5 000 000                         |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 16                                                      | Indemnités allouées au personnel du Secrétariat Technique                              | 35 544 192                        |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 17                                                      | Frais d'élaboration des Rapports ITIE 2017 et 2018                                     | 70 000 000                        |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 18                                                      | Dépenses diverses liées au fonctionnement du Secrétariat technique                     | 1 000 000                         |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| Total 1                                                 |                                                                                        | 157 564 192                       |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| Activités prévues sur financement de la BAD (PAMOCI)    |                                                                                        |                                   |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 19                                                      | Formation des parties prenantes                                                        |                                   |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 20                                                      | Dissémination des Rapports ITIE 2015 et 2016                                           |                                   |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 21                                                      | Traduction des rapports ITIE en Ewé et en Kabyè                                        |                                   |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 22                                                      | Edition des rapports et documents ITIE                                                 |                                   |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 23                                                      | Participation des membres du Secrétariat technique à la conférence mondiale de l'ITIE  |                                   |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 24                                                      | Interprétation des Rapports ITIE en pièces théâtrales et en bandes dessinées           |                                   |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| Total 2                                                 |                                                                                        |                                   |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| Activités prévues sur financement de la Banque mondiale |                                                                                        |                                   |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 25                                                      | Mécanisme de données ouvertes                                                          | 34 050 000                        |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 26                                                      | Mécanisme de la gouvernance des organes de l'ITIE                                      | 10 000 000                        |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 27                                                      | Mécanisme de financement pérenne de l'ITIE                                             | 10 000 000                        |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |
| 28                                                      | Mécanisme de la propriété réelle                                                       | 15 000 000                        |      |     |      |       |     |      |         |      |      |     |     |     |

|                                                     |                                                                                  |                    |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 29                                                  | Rédaction de brochures et d'outils de communication                              | 12 500 000         |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 30                                                  | Production des rapports et autres documents de sensibilisation                   | 15 000 000         |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 31                                                  | Audit                                                                            | 7 500 000          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 32                                                  | Matériel informatique                                                            | 1 000 000          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 33                                                  | Fournitures de bureau                                                            | 1 000 000          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 34                                                  | Fournitures informatiques                                                        | 2 000 000          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 35                                                  | Matériel de transport et de service à deux roues (moto)                          | 1 000 000          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 36                                                  | Produits d'entretien de bureaux                                                  | 500 000            |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 37                                                  | Contrat d'entretien (Société de nettoyage et d'entretien de bur.)                | 2 690 400          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 38                                                  | Entretien climatiseur                                                            | 334 176            |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 39                                                  | Entretien matériel informatique                                                  | 431 172            |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 40                                                  | Frais de gardiennage (contrat Sté de gardiennage)                                | 1 762 800          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 41                                                  | Contrat de Société de maintenance pour la mise à jour du Site web                | 944 000            |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 42                                                  | Frais d'assurance automobile                                                     | 2 000 000          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 43                                                  | Frais de mission à l'extérieur                                                   | 5 000 000          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 44                                                  | Atelier d'auto-évaluation annuelle de la mise en œuvre du processus ITIE au Togo | 8 100 000          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 45                                                  | Frais postaux (abonnement boîte postale)                                         | 140 000            |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 46                                                  | Internet (abonnement internet)                                                   | 1 532 452          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 47                                                  | Eau                                                                              | 165 000            |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 48                                                  | Electricité                                                                      | 2 400 000          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>Total 3</b>                                      |                                                                                  | <b>135 050 000</b> |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>Activités prévues sur financement de l'UEMOA</b> |                                                                                  |                    |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 49                                                  | <b>Achat d'une voiture de liaison</b>                                            | <b>20 000 000</b>  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>Total 4</b>                                      |                                                                                  | <b>20 000 000</b>  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                |                                                                                  | <b>312 614 192</b> |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

#### **4. Perspectives**

La validation prochaine consacrera certes le Togo comme pays ayant accompli des progrès satisfaisants dans toutes les exigences de la Norme ITIE. Le Togo aura acquis beaucoup d'expériences pour penser à une initiative adaptée aux réalités nationales. Un programme sera établi sur cinq (05) ans avec une revue à mi-parcours après la deuxième année d'exercice, afin d'examiner et d'évaluer les forces et les faiblesses du programme et d'y apporter les changements et les modifications nécessaires permettant d'atteindre les objectifs fixés pour les cinq (05) ans.

Etant donné que la validation est organisée tous les trois (03) ans, la troisième année qui est l'année de la revue à mi-parcours, servira à prendre toutes les dispositions idoines pour relever le défi de la satisfaction globale des exigences de la Norme.

Par ailleurs, la revue à mi-parcours sera une référence au gouvernement pour apprécier l'implication des réformes existantes ou à élaborer de nouvelles, en vue d'apporter de nouveaux souffles à la mise en œuvre de l'Initiative et principalement à la gouvernance ouverte et responsable du secteur extractif et des finances de l'Etat.

Les premières concertations pour l'élaboration du plan quinquennal débiteront en juillet 2019. Le plan d'actions sera examiné et adopté par le Comité de pilotage à l'atelier d'auto-évaluation d'octobre 2019.

#### **Conclusion**

Selon le décret N°2010-024/PR du 30 mars 2010 portant création, attributions, organisation et fonctionnement des organes de mise en œuvre de l'ITIE au Togo, l'ITIE-Togo est une institution pilote dont l'organisation structurelle des organes fonctionnels est bien définie.

Pendant dix (10) ans, de 2010 à 2019, l'ITIE a fait ses preuves. C'est le lieu de faire le bilan afin d'apprécier les acquis par rapport aux résultats attendus. Les résultats de ce bilan définiront les nouvelles orientations de l'Initiative au Togo.

Afin qu'elle soit dynamique et expansive, il faut que l'ITIE-Togo soit débarrassée du concept de projet et qu'on lui attribue plutôt la nature d'une institution dotée d'une subvention conséquente. Alors, la contribution dynamique et efficace de toutes les parties prenantes deviendra un leitmotiv dans la prise en charge financière du fonctionnement des organes de l'ITIE.

**Fait à Lomé, le 11 avril 2019**